

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2006.

Art. 8. Le Ministre flamand qui a la politique de l'emploi et la reconversion et le perfectionnement professionnels dans ses attributions et le Ministre flamand qui a l'économie sociale dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 juin 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Y. LETERME

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,
F. VANDENBROUCKE

La Ministre flamande de la Mobilité, de l'Economie sociale et de l'Egalité des Chances,
K. VAN BREMPT

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 3238

[2007/202060]

26 AVRIL 2007. — Décret modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 42. § 1^{er}. Il est créé une Commission chargée de connaître de toutes les demandes relatives aux infractions édictées à l'article 41 en ce qui concerne l'enseignement obligatoire eu égard aux lois, décrets et règlements qui définissent ces notions et à l'intérêt de l'enseignement.

La Commission rend des avis suite à une requête déposée conformément à l'article 43 ou peut également rendre des avis sur demande du Gouvernement. Pour mener à bien ses missions, la Commission dispose d'un pouvoir d'enquête qui sera exercé notamment via les Services du Gouvernement et les Services généraux de l'inspection dans le respect des principes du débat contradictoire et des droits de la défense.

§ 2. La Commission se compose :

1° de deux représentants des services du Gouvernement;

2° de cinq représentants des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement et du directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française;

3° de trois représentants des Services Généraux de l'Inspection;

4° de six représentants des organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement;

5° d'un représentant de chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement.

Les membres sont désignés pour un terme de cinq ans renouvelable par le Gouvernement. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant.

Tout membre effectif ou suppléant qui perd la qualité en vertu de laquelle il est désigné, est réputé démissionnaire. Le Gouvernement désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

La présence de techniciens, sans voix délibérative, peut être admise. Pour les dossiers concernant les pratiques commerciales, un représentant des consommateurs siégeant au Conseil de la consommation participe aux travaux.

La Commission est présidée par un Président et un vice-président qui le supplée en cas d'absence; tous deux sont désignés par le Gouvernement parmi les représentants des services du Gouvernement. Les mandats sont exercés durant cinq ans. Le secrétariat de la Commission est assuré par un fonctionnaire désigné à cette fin par le Gouvernement.

§ 3. La prise de décision se fait à la majorité absolue des membres présents de la Commission. Le quorum minimum de présence requis est de 6 membres. La Commission rend un rapport annuel d'activités qu'elle transmet au Gouvernement qui en informe le Parlement. La commission veille à ce que le rapport ne comporte aucune mention permettant d'identifier les établissements scolaires concernés.

§ 4. La Commission adopte un règlement d'ordre intérieur, lequel est soumis à l'approbation du Gouvernement. »

Art. 2. L'article 43 de la loi du 29 mai 1959 précitée, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 43. § 1^{er} La Commission instituée à l'article 42 peut être saisie suite à la requête déposée par :

1° un chef d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française ou un Pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, lorsqu'il en aura débattu préalablement au sein du Conseil de Participation;

2° une Association de parents;

3° une Organisation syndicale représentative des personnels de l'enseignement;

4° le Gouvernement;

5° un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnu par le Gouvernement.

6° une association, organisation ou fondation ayant pour objet la défense, la recherche ou l'information des consommateurs ou de l'enseignement.

Lorsque la Commission est saisie, son Président invite soit le(s) chef(s) d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française, soit le(s) Pouvoir(s) organisateur(s), ou son (leur) délégué, à lui transmettre le compte-rendu du débat organisé, à propos de la requête, au sein du Conseil de participation. A défaut de compte-rendu dans le délai d'un mois à compter de la date de l'invitation, la Commission traite de la requête sans plus attendre.

§ 2. La Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit.

§ 3. La Commission est tenue de rendre un avis dans le mois qui suit la clôture de l'instruction du dossier.

La Commission communique l'avis au Gouvernement qui statue.

§ 4. En cas de non-respect de ses décisions, le Gouvernement devra :

1° prendre les sanctions disciplinaires adéquates dans l'enseignement organisé par la Communauté française;

2° avertir les pouvoirs organisateurs concernés et le cas échéant mettre en oeuvre l'application de l'article 24, § 2*sexies*, de la présente loi quant aux subventions de fonctionnement. »

Art. 3. A l'article 24 de loi du 29 mai 1959 précitée, il est inséré un paragraphe 2*sexies* libellé comme suit :

« § 2*sexies*. Si le pouvoir organisateur ne se conforme pas aux décisions prises en application des articles 42 et 43 de la présente loi, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure par laquelle il l'invite dans un délai de trente jours calendrier à dater de cette mise en demeure, à se conformer aux dispositions précitées et à rétablir la légalité. Le Gouvernement peut déléguer cette compétence à la ministre ou au ministre fonctionnellement compétent(e). Si, à l'échéance du délai de trente jours calendrier visés à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions précitées et pour rétablir la légalité, il perd, pour une durée déterminée ci-après, le bénéfice de 5 % des subventions accordées conformément au § 2. La période visée à l'alinéa précédent débute à l'échéance du délai de trente jours calendrier et court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions précitées et pour rétablir la légalité. »

Art. 4. L'article 44 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 avril 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Notes

Session 2006-2007 :

Documents du Conseil. Projet de décret, n° 386-1. — Amendements de commission, n° 386-2. — Rapport, n° 386-3. *Compte-rendu intégral*. — Discussion et adoption. Séance du mardi 24 avril 2007.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 3238

[2007/202060]

26 APRIL 2007. — Decreet houdende wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 42 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 42. § 1. Er wordt een Commissie opgericht belast met het kennismaken van alle aanvragen met betrekking tot de bij artikel 41 inzake leerplichtonderwijs vastgestelde overtredingen van de wetten, decreten en reglementen die deze noties bepalen en tot het belang van het onderwijs.

De Commissie brengt adviezen uit over het verzoek ingediend overeenkomstig artikel 43 of kan ook adviezen uitbrengen op aanvraag van de Regering. Om haar opdracht te vervullen, beschikt de Commissie over een onderzoeksbevoegdheid die namelijk uitgeoefend zal worden via de Diensten van de Regering en de Algemene Inspectiediensten mits inachtneming van de principes van het contradictorisch debat en van de rechten van de verdediging.

§ 2. De Commissie bestaat uit :

1° twee vertegenwoordigers van de diensten van de Regering;

2° vijf vertegenwoordigers van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs, erkend door de Regering en van de adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst Pedagogische Zaken en Sturing van het onderwijsnet ingericht door de Franse Gemeenschap;

3° drie vertegenwoordigers van de Algemene Inspectiediensten;

4° zes vertegenwoordigers van de vakverenigingen van het onderwijspersoneel;

5° één vertegenwoordiger van iedere federatie van Ouderverenigingen erkend door de Regering.

De leden worden aangewezen voor een door de Regering hernieuwbare periode van vijf jaar. Voor ieder werkend lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen.

Elk werkend of plaatsvervangend lid dat de hoedanigheid verliest krachtens dewelke hij aangewezen werd, wordt als ontslagnemend beschouwd. De Regering wijst een nieuw lid aan dat het lopende mandaat voleindigt.

De aanwezigheid van technici, die niet stemgerechtigd zijn, kan worden toegelaten. Voor de dossiers aangaande handelspraktijken, neemt een vertegenwoordiger van de consumenten die zetelt op de Raad van de Consumptie deel aan de werkzaamheden.

De Commissie wordt voorgezeten door een Voorzitter en een Ondervoorzitter die eerstgenoemde vervangt bij diens afwezigheid; allebei worden door de Regering aangewezen onder de vertegenwoordigers van de diensten van de Regering. De mandaten worden uitgeoefend gedurende vijf jaar. Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door een ambtenaar aangewezen te dien einde door de Regering.

§ 3. De beslissingen worden genomen bij de volstrekte meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden van de Commissie. Het minimum aanwezigheidsquorum wordt op 6 leden bepaald. De Commissie dient een jaarlijks activiteitenverslag in dat aan de Regering wordt verstuurd die het Parlement erover inlicht. De commissie zorgt ervoor dat het verslag geen vermelding bevat waaruit de betrokken schoolinrichtingen zouden kunnen worden geïdentificeerd.

§ 4. De commissie neemt een huishoudelijk reglement aan dat aan de Regering ter goedkeuring wordt voorgelegd. ».

Art. 2. Artikel 43 van de voornoemde wet van 29 mei 1959 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 43. § 1. Bij de Commissie ingesteld door artikel 42 kan een verzoek ingediend worden door :

1° een inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wanneer het (zij) dit verzoek vooraf binnen de Participatieraad zal hebben onderzocht;

2° een Oudervereniging;

3° een Vakvereniging die het onderwijspersoneel vertegenwoordigt;

4° de Regering;

5° een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten voor het onderwijs erkend door de Regering;

6° een vereniging, organisatie of stichting die de verdediging, het onderzoek of de informatie van de consument of het onderwijs tot doel heeft.

Naar aanleiding van de indiening van het verzoek bij de Commissie, vraagt de voorzitter ervan ofwel het inrichtingshoofd in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, ofwel de inrichtende macht(en), of zijn (haar) afgevaardigde, om hem het verslag over te zenden over het debat ingericht, wat betreft het verzoek, binnen de Participatieraad. Als het verslag niet binnen een termijn van één maand vanaf de datum van de aanvraag wordt voorgelegd, beslist de Commissie zonder verwijl over het verzoek.

§ 2. De voornoemde Commissie kan op eigen initiatief feiten aanklagen die tegenstrijdig zijn met de bepalingen van artikel 41 en waarvan zij kennis zou hebben gehad langs enige rechtswege.

§ 3. De Commissie dient een advies uit te brengen binnen de maand na de beëindiging van het onderzoek van het dossier.

De Commissie deelt haar advies aan de Regering mede, die de beslissing neemt.

§ 4. Worden haar beslissingen niet in acht genomen, dan zal de Regering :

1° de aangepaste tuchtstraffen treffen in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap;

2° de betrokken inrichtende machten erover inlichten en, desgevallend, artikel 24, § 2*sexies* van deze wet toepassen in verband met de werkingstoelagen. ».

Art. 3. In artikel 24 van de voornoemde wet van 29 mei 1959 wordt een paragraaf 2 *sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2*sexies* Indien de inrichtende macht de beslissingen getroffen met toepassing van de artikelen 42 en 43 van deze wet niet in acht neemt, stuurt hem de Regering een ingebrekestelling waarbij hij verzocht wordt binnen een termijn van dertig kalenderdagen zich te schikken naar de betrokken bepalingen en aldus weer wettelijk in orde te zijn. De Regering kan deze bevoegdheid aan de minister of aan de functioneel bevoegde minister delegeren. Indien, na de termijn van de dertig kalenderdagen bedoeld bij het eerste lid, de inrichtende macht het bewijs niet heeft geleverd dat hij de nodige maatregelen heeft getroffen om zich te schikken naar voornoemde bepalingen en om weer wettelijk in orde te zijn, verliest hij, voor een duur hierna bepaald, het genot van 5 % van de subsidies toegekend overeenkomstig § 2. De periode bedoeld in het vorige lid begint op het einde van de termijn van dertig kalenderdagen en loopt tot op de dag waarop de inrichtende macht het bewijs heeft geleverd dat hij de nodige maatregelen heeft getroffen om zich te schikken naar voornoemde bepalingen en zich opnieuw wettelijk in orde te stellen.

Art. 4. Artikel 44 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 april 2007

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

Zitting 2006-2007 :

Stukken van de Raad. Ontwerp van decreet, nr. 386-1. — Commissieamendementen, nr. 386-2. — Verslag, nr. 386-3.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 april 2007.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 3239

[C — 2007/29126]

**25 MAI 2007. — Décret modifiant le décret de la Communauté française du 8 mars 2001
relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport,
à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française, est complété comme suit :

« 9^o sport de combat à risque extrême : le sport de combat dont les règles autorisent les coups portés volontairement, notamment quand l'adversaire est au sol, et dont la pratique vise principalement à porter atteinte, même de manière temporaire, à l'intégrité physique ou psychique des participants ».

Art. 2. Il est inséré dans le même décret un Chapitre *IIbis*, rédigé comme suit :

« Chapitre *IIbis*. Organisation du sport de combat à risque extrême.

Art. *8bis*. Les sports de combat à risque extrême sont interdits. »

Art. 3. A l'article 12, § 1^{er}, 3^e ligne du même décret, il est inséré entre les mots « application des dispositions » et les mots « du décret », les mots suivants :

« prévues aux articles 9, 10 et 11 ».

Art. 4. Un article *13bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article *13bis*. Est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cents à deux mille euros ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui, en violation de l'article *8bis* du présent décret organise des sports de combat à risque extrême ou concourt à leur organisation.

En cas de récidive dans les deux années qui suivent un jugement de condamnation du chef de l'infraction susvisée, coulé en force de chose jugée, les peines peuvent être doublées ».

Art. 5. Dans l'article 15 du même décret, les mots « à l'article 13 » sont remplacés par les mots « aux articles 13 et *13bis* ».